

## Anatomie d'un mouvement fasciste en France : le faisceau de Georges Valois

In: Revue française de science politique, 26e année, n°1, 1976. pp. 5-40.

---

Citer ce document / Cite this document :

Sternhell Zeev. Anatomie d'un mouvement fasciste en France : le faisceau de Georges Valois. In: Revue française de science politique, 26e année, n°1, 1976. pp. 5-40.

doi : 10.3406/rfsp.1976.393652

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_1976\\_num\\_26\\_1\\_393652](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1976_num_26_1_393652)

---

## Résumé

ANATOMIE D'UN MOUVEMENT FASCISTE EN FRANCE, LE FAISCEAU DE GEORGES VALOIS, par ZEEV STERNHELL

Le mouvement fasciste de Georges Valois est créé en novembre 1925. Pour être comparable aux entreprises analogues en Europe, à la même époque, il ne s'inscrit pas moins, cependant, dans une tradition antirépublicaine, anti-parlementaire et antidémocratique spécifiquement française. Né de la droite, le Faisceau se trouvera vite en butte à son hostilité. Financé par de gros industriels, son ouvriérisme verbal lui fera rapidement perdre ce soutien indispensable. Organisé en quatre sections : celle des « combattants », celle des producteurs, celle des jeunes et celle des sympathisants, le Faisceau au plus haut de son influence, pourra revendiquer 25 000 adhérents essentiellement dans la région parisienne. Succès éphémère ; en 1927 avec le départ des derniers bailleurs de fonds, le Faisceau disparaît de la scène politique. A cette date, la droite française, assurée de son pouvoir et satisfaite de ses formes traditionnelles d'organisation, n'a pas eu besoin d'entretenir les ambiguïtés d'une organisation fasciste.

[Revue française de science politique XXVI (1), février 1976, pp. 5-40.]

## Abstract

ANATOMY OF A FASCIST MOVEMENT IN FRANCE, THE « FAISCEAU » OF GEORGES VALOIS, by ZEEV STERNHELL

Georges Valois founded his fascist movement in November 1925. Although comparable to similar undertakings in Europe at the time, the movement found its place, nonetheless, in a peculiarly French tradition of anti-republicanism, anti-parliamentarism, and anti-democracy. The right, though it had spawned the « Faisceau », quickly disinherited it : its vocal pro-labor views assured a speedy loss of the indispensable support of those captains of industry who had financed it at the beginning. Composed of four sections — « Militants », manufacturers, the youth, and those merely sympathetic to the cause — the Faisceau attained twenty-five thousand members, most of them from the Paris area, at the zenith of its influence. Its success was to be short-lived ; its financial backers withdrew in 1927, and the Faisceau vanished from the political arena. The French right of the time, certain of its power, and content with its traditional set-up, saw no reason to maintain a complex, fascist organization.

[Revue française de science politique XXVI (1), février 1976, pp. 5-40.]

# ANATOMIE D'UN MOUVEMENT FASCISTE EN FRANCE LE FAISCEAU DE GEORGES VALOIS \*

ZEEV STERNHELL

**L**E PREMIER MOUVEMENT FASCISTE FRANÇAIS, le premier aussi à apparaître hors d'Italie, est fondé le 11 novembre 1925 par Georges Valois. Ancien syndicaliste, vaguement anarchisant, auteur de *La monarchie et la classe ouvrière*, Valois avait été pendant près de vingt ans à l'Action française le spécialiste des questions ouvrières. Durant les années qui précédèrent la guerre, à l'époque où le mouvement maurrassien faisait un effort considérable pour attirer à lui les milieux syndicalistes, ce fut Georges Valois qui orchestra une vaste campagne visant à récupérer une part aussi importante que possible du monde ouvrier<sup>1</sup>.

En effet, l'Action française s'employait alors à profiter de ce phénomène nouveau que Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste*, définissait en 1907 comme « le fait culminant de l'histoire de ces derniers temps », à savoir : « la désaffection des travailleurs français pour l'Etat devenu républicain »<sup>2</sup>. Elle faisait l'impossible pour tirer parti de ce processus hautement stimulé par les dirigeants syndicalistes. Par Victor Griffuelhes qui, s'interrogeant sur l'avenir du suffrage universel, déclarait : « Il m'apparaît clairement qu'il devrait être relégué

\* On trouvera à la fin de cet article, pp. 39-40, une note à propos des sources sur lesquelles il s'appuie et l'indication des problèmes que pose leur utilisation.

1. En dehors de *La monarchie et la classe ouvrière*, publiée par la Nouvelle librairie nationale, on consultera plus spécialement ses rapports présentés aux congrès nationaux de l'Action française de 1909 à 1913 et publiés soit par *L'Action française*, soit en appendice de son *Histoire et philosophie sociales*.

2. Hubert LAGARDELLE, « Le syndicalisme et le socialisme en France », in *Syndicalisme et socialisme*, Paris, Marcel Rivière, 1908, p. 36.

au magasin des accessoires »<sup>3</sup> pour être remplacé par la méthode syndicaliste de l'action directe. Par Emile Pouget aussi, pour qui précisément l'action directe « peut se manifester sous des allures bénévoles ou pacifiques ou très vigoureuses et fort violentes ». Car pour le dirigeant syndicaliste, l'énorme différence entre le syndicalisme et le « démocratisme » consiste en ce que « celui-ci, par le mécanisme du suffrage universel, donne la direction aux inconscients, aux tardigrades... et étouffe les minorités qui portent en elles l'avenir »<sup>4</sup>.

C'est ainsi que l'extrême-gauche socialiste plante alors à la fois le mépris de la démocratie et du parlementarisme et le culte de la révolte violente conduite par des minorités conscientes et activistes. Elle ressent, en ce début de siècle, la nécessité de former le prolétariat dans le mépris de tout ce qui touche de près ou de loin à la bourgeoisie : les vertus bourgeoises et la morale bourgeoise, le respect des lois, de la légalité et du régime.

Et c'est sur la base de cette opposition commune à la démocratie libérale qu'a lieu, à la veille de la guerre, la rencontre entre le nationalisme activiste et une certaine forme de syndicalisme. Les hommes de l'Action française comprennent immédiatement la puissance de rupture que porte en elle cette alliance des deux forces considérées jusqu'alors comme opposées par la nature des choses.

« La pendaison de Marianne devant la Bourse du travail est l'acte le plus significatif de notre histoire depuis le 14 juillet 1789. Bourgeois conservateurs, le comprendrez-vous ? »<sup>5</sup> clame Maurras le lendemain du geste symbolique d'un groupe de militants de la CGT à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1908. Pour lui, comme pour Valois, cet acte de révolte en sonnant le glas de la République, annonce bien les premiers signes d'un âge nouveau.

En ce début de siècle — la chose est relativement peu connue — l'Action française est un mouvement à caractère très différent de la Ligue des années vingt et des années trente. Née de l'opposition au nationalisme conservateur, bien pensant et dépourvu d'armature idéologique solide que pratiquait la respectable *Patrie française*, exécrant les modérés de tous bords, l'Action française est à cette époque un véritable laboratoire d'idées qui se veut aussi un instrument de combat à base populaire. C'est pourquoi elle n'hésite point à se tourner vers le monde ouvrier : on aime alors à s'y dire « socialiste-monarchiste »,

3. Victor GRIFFUELHES, *L'Action syndicaliste*, Paris, Marcel Rivière, 1908, p. 37.

4. Emile POUGET, *La Confédération générale du travail*, Paris, Marcel Rivière, 1908, pp. 35-36.

5. Texte cité par le chef des Jaunes, Pierre BIÉTRY, « La Grande Presse », *Le Jaune*, 8 août 1908.

on applaudit la CGT et le socialisme libéré de sa dimension démocratique, on veut lutter aux côtés des syndicalistes car on y conçoit le syndicalisme comme une réaction contre la démocratie<sup>6</sup>.

Le cercle Proudhon, fondé en décembre 1911, inspiré par Sorel et présidé par Maurras, est le couronnement idéologique de ces efforts. Animé par Valois — qui deviendra fasciste — et par Edouard Berth qui passera au communisme en 1920, le cercle Proudhon réunit nationalistes et syndicalistes qui pensent que « la démocratie est la plus grande erreur du siècle passé », qu'elle a permis l'exploitation la plus abominable des travailleurs, l'établissement et la substitution des « lois de l'or aux lois du sang » du régime capitaliste. Il s'ensuit que « si l'on veut conserver et accroître le capital moral, intellectuel et matériel de la civilisation, il est absolument nécessaire de détruire les institutions démocratiques »<sup>7</sup>.

Pierre Andreu, parlant de cette époque et voulant en synthétiser l'esprit, publiera en février 1936 dans *Combat* un article intitulé : « Fascisme 1913 ». A la même époque, Drieu La Rochelle dira : « Quelques éléments de l'atmosphère fasciste étaient réunis en France vers 1913, avant qu'ils le fussent ailleurs. Il y avait des jeunes gens, sortis de diverses classes de la société, qui étaient animés par l'amour de l'héroïsme et de la violence et qui rêvaient de combattre ce qu'ils appelaient le mal sur deux fronts : capitalisme et socialisme parlementaire, et de prendre leur bien des deux côtés. Déjà le mariage du nationalisme et du socialisme était projeté »<sup>8</sup>.

C'est bien dans cette tradition, qui ne doit rien à l'étranger et qui ne saurait en aucune manière être considérée comme une vague imitation du fascisme italien, que s'inscrit le Faisceau. En effet, pour son

6. Cf. plus spécialement les « Aphorismes de politique sociale », *L'Action française*, 15 octobre 1900, p. 627, 1<sup>er</sup> novembre 1900, p. 792 ; « Socialistes et royalistes », *ibid.*, 1<sup>er</sup> décembre 1903 ; « L'avenir social », *ibid.*, 15 juillet 1905, Jean RIVAIN, « Les socialistes antidémocrates », *ibid.*, 15 mars 1907, « L'avenir du syndicalisme », *ibid.*, 15 septembre 1908.

7. « Déclaration », *Cahiers du cercle Proudhon*, I, janvier 1912, p. 1.

8. Cité in Michel WINOCK, « Une parabole fasciste : Gilles de Drieu La Rochelle », *Le mouvement social*, n° 80, juillet 1972, p. 29. Cf. aussi Pierre DRIEU LA ROCHELLE, *Socialisme fasciste*, Paris, Gallimard, 1934. Pour Drieu, « le monde fasciste » contient le « socialisme en formation » (p. 204) ; et plus loin : « Le fascisme est un socialisme réformiste, mais un socialisme réformiste qui a, semble-t-il, plus de cœur au ventre que celui des vieux partis classiques (pp. 209-210). Cf. aussi : « Verra-t-on un parti national et socialiste », *La lutte des jeunes*, n° 2, 4 mars 1934. Le 25 septembre 1940, Marcel DÉAT écrira dans *L'Effort*, sous le titre « L'évolution du socialisme » : « Et au fond, je crois que tout peut se condenser en cette remarque : le moteur de la Révolution a cessé d'être l'intérêt de classe pour devenir l'intérêt général ; on est passé de la notion de classe à celle de la nation (...) Je ne chercherai pas à doser ce qu'il y avait de national et ce qu'il y avait de social dans cette entreprise, s'il s'agissait davantage de socialiser la nation ou de nationaliser le socialisme. Ce que je sais, c'est que ... (ce) mélange est explosif au bon sens du terme : de quoi faire pétarader tous les moteurs de l'histoire. »

fondateur, le fascisme n'est rien d'autre que « nationalisme + socialisme »<sup>9</sup>.

Valois, assurément, n'a pas tort d'insister sur la continuité de la tradition socialiste-nationale, puis fasciste, en France. Car, en France, la Grande Guerre n'a pas d'effet comparable à celui qu'elle a ailleurs en Europe : elle n'ébranle pas de la même manière les structures politiques, les modes de pensée ou les habitudes électorales, elle n'a pas cet effet de césure, tant au niveau des hommes qu'à celui des idéologies et des mouvements.

Cependant, la guerre — et la victoire — a pour conséquence de modérer l'extrémisme de certains groupes d'opposition, de mettre en marche un processus d'intégration de ces groupes au sein de l'ordre établi. Le Faisceau symbolise précisément une réaction de révolte contre ce processus ; il s'élève contre l'Action française tout comme le jeune mouvement maurrassien avait exprimé, un quart de siècle plus tôt, la réaction d'une jeune génération contre la faillite du nationalisme bourgeois et conservateur de la fin du siècle. Le premier fascisme français poursuit en fait l'œuvre du cercle Proudhon, abandonnée par l'Action française du fait de son glissement à droite. C'est pourquoi le mouvement de Valois est l'œuvre des éléments activistes — et plutôt jeunes — aussi bien de l'Action française que des autres ligues nationales. Il représente à leurs yeux un effort pour abattre la vieille Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, libérale et bourgeoise, pour annoncer la naissance d'un monde nouveau<sup>10</sup>.

## LA FONDATION DU FAISCEAU

Si le lancement du Faisceau ne date que de novembre 1925, c'est dès le 26 février que paraît *Le Nouveau Siècle*, hebdomadaire qui deviendra l'organe du Faisceau. A ses origines, *Le Nouveau Siècle* n'était pas destiné à devenir le journal d'un nouveau mouvement politique mais

9. Georges VALOIS, *Le Fascisme*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1927, p. 21. Cf. aussi p. 6 sur *La Cocarde* de Barrès que Valois considère comme le premier journal fasciste ayant jamais existé. Sur l'itinéraire intellectuel de Georges Valois, cf. Yves GUCHET, « Georges Valois ou l'illusion fasciste », *Revue française de science politique*, XV, 6, décembre 1965, pp. 1111-1144 et du même auteur, *Georges Valois, L'Action française, le Faisceau, La République syndicale*, Paris, Editions Albatros, 1975. On consultera aussi Jules LEVEY, « Georges Valois and the Faisceau : the making and breaking of a Fascist », *French historical studies*, 8, 2, Fall 1973, pp. 279-304.

10. Georges VALOIS, *La Révolution nationale*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1924, p. 97 et p. 151. Cf. aussi *Le Fascisme*, pp. 11-19.

## *Le Faisceau de Georges Valois*

plutôt à être le support des diverses formations qui gravitaient autour de l'Action française. Ses fondateurs étaient tous, soit maurrassiens, soit proches ou alliés de ce courant. En juillet 1925, Valois est encore pour Daudet « la grande capacité monétaire et financière de ce temps », l'homme qui « a sauvé l'épargne française de la ruine immédiate par l'inflation »<sup>11</sup>. Dans l'esprit des hommes de l'Action française, *Le Nouveau Siècle* n'est destiné qu'à regrouper autour d'elle les anciens combattants. Pour eux, il appartient à Valois de jouer auprès des anciens combattants le même rôle qui lui avait été assigné jadis auprès du monde ouvrier : mobiliser un important secteur de l'opinion avec lequel il possède des affinités particulières. C'est pourquoi non seulement les chefs de l'Action française ne s'opposent pas à la constitution de l'équipe du *Nouveau Siècle* mais, au contraire, encouragent vivement Valois et ses amis à élargir la clientèle du mouvement et à propager la pensée du Maître.

Le moment est particulièrement propice pour cette campagne de mobilisation des anciens combattants au service de l'Action française. En effet, arrivé au pouvoir en mai 1924, le Cartel déclenche un réflexe de défense au sein de toutes les droites. C'est à l'issue de cette victoire électorale de la gauche, et au lendemain de la démonstration de force que constitue le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, que se créent les nouveaux mouvements de combat.

Cependant, au cours de l'été et de l'automne 1925, il apparaît que la constitution de la Légion et du groupe du *Nouveau Siècle* marque en fait le début d'une scission au sein de l'Action française. Certes, aussi bien Valois que Rédier procèdent avec une prudence extrême et ils ne manquent pas de se recommander de Maurras<sup>12</sup>, mais ils ne peuvent entretenir l'équivoque indéfiniment. Il s'avère très rapidement que la création du Faisceau est le produit d'une dissidence qui a vu s'éloigner de l'Action française non seulement un certain nombre des éléments les plus militants et les plus ardents, mais aussi un bon nombre de personnalités orientées plus « à gauche » que ne l'est le leadership de ce mouvement.

En effet, le manque total d'une réelle volonté d'action qui caractérise le mouvement maurrassien, son aspect de salon littéraire, son royalisme, devaient fatalement repousser les éléments véritablement fascistes.

11. LÉON DAUDET, « Caillaux contre Valois », *L'action française*, 8 juillet 1925. Cf. *infra*, note 25.

12. Cf. par exemple F<sup>7</sup> 13208, rapport du commissaire spécial de Marseille du 6 juillet 1925 : Rédier s'applique à convaincre l'assemblée constitutive de la Légion qu'il avait « l'assentiment de Maurras pour cette œuvre de concorde et de défense nationale. »

Ceux-ci devaient prendre en horreur l'Action française : depuis Valois au temps du Cartel jusqu'à Bucard, Déat et Doriot dans Paris occupé, les fascistes expriment bien hautement leur profond mépris pour les assises sociales extrêmement étroites de l'Action française, pour son caractère de classe, pour sa nature de mouvement qui n'existe que par ses publications journalistiques, et par conséquent pour son impuissance dans l'action. Les fascistes, ou tout simplement les hommes d'action, ne sont pas dupes, ils savent que la hargne, le style incendiaire, les invectives des hommes de l'Action française masquent mal la réalité : confortablement installés dans leurs salles de rédaction, Maurras et ses journalistes se plaisent en régime de démocratie libérale, un régime qui leur fournit le cadre parfait où peuvent s'épanouir leurs seuls talents. Non seulement l'Action française ne songe nullement à passer à l'action, mais elle en est totalement incapable, n'ayant jamais imaginé la mise en place de structures autres que celles dont le but est de faire descendre dans la rue du papier imprimé <sup>13</sup>.

C'est là un fait incontestable : à beaucoup d'égards l'apparition du Faisceau est le résultat d'un profond besoin d'action éprouvé par la jeune génération des vieilles ligues. C'est pourquoi le mouvement fasciste représente un danger aussi bien pour l'Action française que pour les autres ligues nationales, en tête desquelles la plus ancienne, la vieille Ligue des patriotes de Déroulède. A ce propos, tous les rapports de police sont concordants : c'est l'immobilisme des organisations en place — conduites par des vieux routiers de la politique parlementaire — qui a provoqué la colère des éléments les plus combattifs et les moins âgés aussi, dont la majorité sort des tranchées. De toutes les ligues, il apparaît que ce sont les Camelots du roi et les Jeunesses patriotes qui en subissent le contrecoup le plus sérieux <sup>14</sup>.

13. On sait qu'au contraire, pour Ernst NOLTE, *Three Faces of Fascism: Action française, Italian fascism, National socialism*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1966, l'Action française est un fascisme authentique. L'ouvrage d'Ernst Nolte est absolument essentiel pour l'étude de l'Action française. Il en est de même pour *L'Action française*, Paris, Stock, 1962 de Eugen Weber qui constitue la première véritable histoire du mouvement maurrassien.

14. F<sup>7</sup> 13208 ; cf. plus spécialement les deux importants rapports de synthèse du 6 décembre 1925 et de janvier 1926, ainsi que F<sup>7</sup> 13210, 20 janvier 1926 ; novembre 1925 : des adhérents des Jeunesses Patriotes participent au service d'ordre du Faisceau à Paris. Cf. aussi F<sup>7</sup> 13208 du 10 décembre 1925 qui signale dans le corps des commissaires et Camelots du roi, des défections peu nombreuses mais quotidiennes. Les éléments qui s'en vont ou qui simplement se rapprochent du Faisceau sont ceux qui, selon les indicateurs de police, déclarent bien haut « en avoir assez ». « Depuis des années, disent-ils, l'AF promet de renverser la République sans tenter le moindre mouvement. Si vraiment Valois veut marcher comme il le dit, nous le suivrons. » (F<sup>7</sup> 13209, 12 novembre 1925). Le 6 décembre 1925 (F<sup>7</sup> 13208) le rapport de synthèse note que la clientèle qui s'en va est celle qui se dit « fatiguée des discours et lasse de la politique qui n'aboutit à rien ».



## *Le Faisceau de Georges Valois*

A en croire les informations rapportées par les renseignements généraux, 1 800 membres de l'AF auraient démissionné des sections de la capitale entre décembre 1925 et avril 1926 pour adhérer au Faisceau. Dans le Sud-Ouest, les défections au profit du fascisme auraient atteint 30 % des effectifs<sup>15</sup>. En décembre 1925, un vent de panique souffle rue de Rome. Par-delà le débat idéologique, paravent trop ajouré, c'est à ces chiffres et au désir de dissiper le malaise de leurs troupes et éloigner de leur esprit la tentation d'une aventure fasciste qu'il faut attribuer la hargne et l'acharnement de Maurras et Daudet contre Valois. En tout état de cause, au cours des dernières semaines de 1925 et au début de 1926, il devient vital pour l'Action française d'endiguer le courant qui porte le Faisceau. Bien sûr, la percée du Faisceau sera finalement sans lendemain, alors que l'Action française durera. Mais cela n'est nullement évident au moment où le mouvement fait ses premiers pas. Au contraire. Et n'eût été la rapide et brutale réaction de Maurras, Daudet et Pujo, on peut se demander si le danger aurait si vite passé. La violence des déchaînements est là qui montre que personne alors ne prend à la légère la montée de ce jeune mouvement.

Cette campagne d'intimidation, où tous les moyens sont bons, porte ses fruits très rapidement : dès la fin de janvier 1926, *Le Nouveau Siècle* ne peut plus compter sur la majeure partie des écrivains et journalistes qui lui avaient promis leur collaboration quelques semaines plus tôt<sup>16</sup>. C'est que Maurras et Daudet ont réussi à créer autour de Valois une atmosphère de scandale permanent qui ébranle la confiance et l'assurance des militants et dresse une barrière psychologique que n'osent sauter, de crainte de compromettre leur respectabilité, ceux des hommes de premier plan que le dynamisme du nouveau mouvement attire.

De toutes les personnalités qui lui étaient venues de l'AF, le Faisceau ne compte plus dans ses rangs, passées les premières semaines, que Barral, Bertrand de Lur-Saluces et René de la Porte. Louis Dimier et René Jolannet conservent leur estime à Valois mais ne s'engagent jamais réellement à ses côtés. Xavier Vallat, comme beaucoup d'autres, se sera soumis rapidement aux ordres et aux pressions de Maurras.

En fait, les hommes qui viennent et restent au Faisceau sont les non-conformistes de l'Action française et des autres ligues nationales. Ils n'ont encore aucune notoriété et ce qui les retient c'est le besoin d'agir. Le jour où ils s'apercevront que le nouveau mouvement, à l'instar de ses concurrents, n'est pas taillé pour abattre le régime, ils le quitteront<sup>17</sup>.

15. F<sup>7</sup> 13208, 10 avril 1926.

16. F<sup>7</sup> 13210, 20 janvier 1926.

17. Dès avril 1926, les éléments activistes, venus au Faisceau dans l'espoir d'une action rapide, manifestent leur impatience (F<sup>7</sup> 13210, 21 avril 1926).

Mais l'Action française n'est pas la seule à considérer le Faisceau comme une menace. En effet, dès le début, le mouvement de Valois se heurte à l'ensemble de la droite traditionnelle. Les hommes en place s'opposent à Valois et ne sont guère fâchés de voir Maurras mener l'assaut. Emmenée par son président et son délégué-général, le général de Castelnau et Marcel Hubert, la Ligue des patriotes se refuse à cautionner les principes du coup de force et de la dictature qui sont à la base de l'idéologie fasciste. Comment en aurait-il été autrement quand au sein du comité directeur de la vieille ligue siègent des hommes comme Désiré Ferry, Edouard Bonnefous et Louis Marin ? Menés par l'ancien président de la République, Alexandre Millerand, ces notables républicains ne pouvaient que se dresser contre le fascisme<sup>18</sup>. Leur comportement est d'ailleurs décisif dans le choix que va arrêter Pierre Taittinger.

En effet, parmi les nationaux, le chef des Jeunesses patriotes, alors député de Paris, est probablement l'homme le plus mordant, le plus susceptible de se lancer dans l'aventure. Il a hésité longtemps avant de se rallier aux vues des chefs de la droite, mais finalement son mouvement n'ira pas jusqu'à mettre en cause la légitimité du régime parlementaire. La scission des éléments activistes est donc devenue inévitable. Les premiers à s'en aller rejoindre le Faisceau sont les membres de la Légion d'Antoine Rédier. C'est là un gros succès pour Valois car les effectifs des nouveaux venus sont importants, surtout en province. On les estime alors à quelque 10 000 adhérents<sup>19</sup>.

Fondée comme les Jeunesses patriotes et le groupe du *Nouveau Siècle* après les élections de 1924, la Légion développe très rapidement, indépendamment du Faisceau et en fait bien en avance sur Valois, un programme et un style quasi fascistes. Le 1<sup>er</sup> juillet, la Légion fusionne avec les Jeunesses patriotes en dépit du fait que son autoritarisme et ses velléités dictatoriales dépassent de loin la vague idéologie bien-pensante que le mouvement de Taittinger vient alors d'hériter de la Ligue des patriotes. Devenu vice-président du nouveau groupement, Rédier entame un véritable processus de radicalisation des JP et, le lendemain de la naissance du Faisceau, il exige une fusion immédiate avec le mouvement de Valois. Appuyé par le délégué général des JP, Neufville, par le général Dessoify, le capitaine Ternisier, ainsi que par certains autres membres du comité directeur, le chef de la Légion représente un danger considérable pour Taittinger et les autres dirigeants de la Ligue des

Vers la fin de l'année, les absences aux réunions deviendront de plus en plus nombreuses pour atteindre finalement jusqu'à 75 % des effectifs (F<sup>7</sup> 13209, 10 novembre 1926).

18. F<sup>7</sup> 13208, janvier 1926 ; F<sup>7</sup> 13210, 3 mars 1926.

19. F<sup>7</sup> 13208, janvier 1926 ; F<sup>7</sup> 13209, 18 décembre 1925.

patriotes. A la mi-décembre, on voit la 131<sup>e</sup> centurie des JP passer au Faisceau avec ses cadres, suivie, selon les rapports de police, de quelques centaines d'autres jeunes parisiens <sup>20</sup>.

Vigoureusement secondé par le comité directeur de la Ligue des patriotes, censé exercer — au moins partiellement — une certaine autorité sur ses Jeunesses, Taittinger intervient énergiquement. Il refuse de se laisser entraîner dans une politique de révolte. Rédier est expulsé, ce qui n'arrête pas la lente hémorragie causée par la poussée fasciste. Alors que les cadres restent fidèles et que les chefs se rapprochent de l'Action française, fort heureux de laisser Maurras, Daudet et Pujo faire une besogne qu'ils estiment vitale mais qui tout compte fait leur répugne, ce sont les simples adhérents qui s'en vont. Un rapport des renseignements généraux, en date du 13 mars 1926, estime que « beaucoup d'entre eux ont adhéré au Faisceau ces temps derniers » <sup>21</sup>.

Ainsi, à peine né, le premier mouvement fasciste français se heurte à l'hostilité de toutes les droites coalisées. Il ne s'agit point ici de simple opportunisme. Il est vrai que le Faisceau ne leur rend pas service en allant puiser dans les meilleurs éléments de leur clientèle, parmi les abonnés à leurs journaux et surtout parmi leurs commanditaires, actuels ou potentiels. Les plaintes n'en finissent plus de résonner dans les états-majors des vieilles ligues : à la Ligue des patriotes où l'on espérait pouvoir au moins transformer en hebdomadaire le vieux *Drapeau* de Déroulède et de Barrès, jadis quotidien ; à la Ligue Millerand où l'argent manquait constamment, au comité Dupleix, à la Fédération nationale catholique. En fait, toutes les organisations en place se trouvent touchées dans leurs ressources et leurs perspectives d'avenir semblent sérieusement compromises <sup>22</sup>. Mais là n'est pas l'essentiel.

En effet, depuis les années 1880 les différentes ligues d'opposition sont devenues partie intégrante du système politique français. Conduites par des politiciens chevronnés (fidèles, en dépit des apparences, au régime parlementaire ; tous députés ou anciens députés, ministrables ou députés en puissance), les ligues ne sont en réalité rien d'autre que des petits partis de droite. Respectueuses de la légalité et des formes, ayant en horreur les agitateurs et les meneurs, particulièrement jalouses de leur respectabilité, elles sont avant tout attachées à la conservation des structures existantes de la société. C'est pour garantir la pérennité de cette même société qu'elles se dressent contre le fascisme ; l'opposition entre leurs propres objectifs et ceux du Faisceau est telle qu'ils ne peuvent

20. F<sup>7</sup> 13209, 16 décembre 1925.

21. F<sup>7</sup> 13210, 13 mars 1926.

22. F<sup>7</sup> 13208, 6 décembre 1925.

l'accueillir ou concevoir son succès comme on recevrait un jeune parent qu'on veut pousser dans le monde. Car la spécificité du Faisceau réside précisément dans sa nature de véritable mouvement fasciste à idéologie socialiste-nationale, violemment antibourgeoise et anticonservatrice, cherchant à mordre aussi bien sur la gauche que sur la droite. Si les Ligues luttent contre des hommes temporairement en place, le Faisceau, lui, est en révolte contre la démocratie libérale et la société bourgeoise.

La naissance même du Faisceau comporte une ambiguïté fondamentale dont ni le mouvement de Valois ni les mouvements des années trente ne purent jamais se libérer. Cette ambiguïté est inhérente à la nature même du fascisme en France : mouvement développant une idéologie à caractère révolutionnaire, antibourgeois et anticapitaliste, il ne parvient guère à élargir ses assises sociales au-delà du milieu bourgeois dont d'ailleurs il dépend étroitement sur le plan financier. Pourtant, en véritable mouvement fasciste, le Faisceau cherche à mordre sur les milieux ouvriers et sur ceux d'une certaine *intelligentzia* qui se veut non conformiste, tout comme il cherche à recruter la jeunesse qui vomit le monde des parents. Tout au long de ses campagnes, Valois prêche le mépris de la vieille Europe bourgeoise, du vieux monde d'héritiers et de descendants ; le fasciste sera le fossoyeur de toutes les vertus bourgeoises comme de tous les maux qu'engendre le pouvoir bourgeois, il annoncera la naissance d'une morale nouvelle. « Au financier, au pétrolier, à l'éleveur de porcs qui se croient les maîtres du monde et veulent l'organiser selon la loi de l'argent, selon les besoins de l'automobile, selon la philosophie des cochons, et plier les peuples à la politique du dividende », le fasciste répond « en levant l'épée »<sup>23</sup>.

C'est dans ce sens que l'idéologie du Faisceau était une idéologie révolutionnaire. Ses principes ne prônaient rien moins que la destruction du vieil ordre des choses. Dans une société bourgeoise qui pratique la démocratie libérale, une idéologie qui pousse l'exaltation de l'Etat jusqu'à l'identifier avec la nation, qui affirme le primat du politique jusqu'à concevoir l'Etat comme le maître incontesté de toute vie sociale et de toutes valeurs spirituelles, une idéologie qui se conçoit, en dernière analyse, comme l'antithèse du libéralisme et de l'individualisme est une idéologie révolutionnaire. Même si elle n'entend pas porter atteinte à toutes les vieilles structures économiques, même si elle ne s'attaque qu'au capitalisme et non à la propriété privée et à la notion de profit. Une idéologie qui préconise une société organique ne peut qu'être réfractaire au pluralisme politique tout comme elle refuse les formes les plus

23. Georges VALOIS, *La Révolution nationale*, op. cit., p. 151. Cf. aussi p. 97.

criantes de l'injustice sociale. Car c'est seulement ainsi que peut être atteinte la finalité idéologique du fascisme qui reste l'intégration du prolétariat dans la collectivité nationale.

Certes, en France comme ailleurs, les fascistes sont finalement rejetés vers la droite par leur haine d'une politique de classe que leur nationalisme organique récuse. Ils sont poussés, par la logique des affrontements qui les opposent à la gauche, vers des alliances qui atténuent leur radicalisme et renforcent leur antimarxisme au détriment de leur collectivisme nationaliste. Le potentiel révolutionnaire des mouvements fascistes, y compris le Faisceau, fut ainsi largement neutralisé par les mécanismes du clivage gauche-droite auquel ils ne purent échapper.

*Le Nouveau Siècle* est fondé par un groupe d'industriels conduits par les millionnaires Franz Van den Broeck d'Obrenan, un des principaux actionnaires de l'imprimerie de l'Action française, et Eugène Mathon, président du Syndicat des fabricants de tissu de Roubaix-Tourcoing qui, bien que républicain, est considéré comme un allié du mouvement royaliste. La majorité des membres fondateurs vient des milieux proches de l'Action française, dont quelques authentiques magnats de la finance comme l'armateur Valentin Smith ou de riches industriels comme Serge André et Antoine Cazeneuve<sup>24</sup>. La présence d'Eugène Mathon parmi les commanditaires est considérée par les milieux de la presse parisienne comme une garantie de succès pour Valois. Succès qui pointe dès la seconde quinzaine de novembre où

24. F7 13208, rapport de novembre 1925. La Société française d'informations politiques économiques et sociales a été créée pour une durée de dix années au capital de 50 000 francs, divisé en actions de 500 francs. Le capital social a été souscrit par :

Franz Van den Broeck		Valentin Smith	4 actions
d'Obrenan	33 actions	Hubert Bourgin	1 »
Eugène Mathon	20 »	Jacques Roujon	1 »
Antoine Cazeneuve	20 »	Pierre Masquelier	1 »
Serge André	20 »		

Le 26 juin, les membres de la Société ont décidé d'augmenter le capital et de le porter progressivement jusqu'à 20 millions. Le conseil d'administration est alors composé comme suit : président : Van den Broeck d'Obrenan ; secrétaire : Antoine Cazeneuve ; administrateur : Serge André, comte Bertrand de Lur-Saluces, comte Jean de Lapérouse, Eugène Mathon, Jacques Arthuys, secrétaire du Comité national pour la convocation des Etats-Généraux, Georges Valois. Parmi les principaux souscripteurs, autres que membres du conseil d'administration, on cite : la famille du comte Lapérouse, le sénateur Berthier de Sauvigny, le banquier Sterne, Provost de Launay, conseiller municipal, le comte de Fourtalès, Jean Caudin de Vilaine, avocat à Bayonne, Louis Chevillon, ingénieur, O'Neil, capitaine de vaisseau, Hautecloque, journaliste à Beaulieu (Gironde), Gouvion de Saint-Cyr, de Fontaine, industriel à Mortvillars (Haut-Rhin), Joseph de Verville, industriel à Marseille, Léon Comar, industriel, le baron Pierre de Commaille, de Bayonne, le comte Costa de Beauregard, propriétaire à Chersay (Loir-et-Cher), Boicard, employé de banque, le comte Paul de Courtivron, Raymond Hamberger.

## *Zeev Sternhell*

la solidité de la situation financière du *Nouveau Siècle* est telle qu'elle permet d'envisager sérieusement sa transformation en quotidien.

La période d'incubation aura duré ainsi environ sept mois pendant lesquels fut préparée l'infrastructure financière. C'était aussi une période où un certain nombre d'ambiguïtés, nécessaires au lancement du mouvement et de son organe, purent être préservées. En premier, celle qui pesait sur la composition de l'équipe rédactionnelle.

Celle annoncée vers la mi-novembre, à la veille du lancement du quotidien, est particulièrement brillante. On y retrouve quelques-uns des noms les plus prestigieux du journalisme de droite et plus particulièrement de l'Action française : Philippe Barrès, René Benjamin, Louis Béraud, Abel Bonnard, James de Coquet, René Johannet, Pierre Dominique, Jacques Maritain, Eugène Marsan, Henri Massis, André Maurois, Georges Suarez, Jérôme et Jean Tharaud, Xavier Vallat, et le fameux dessinateur nationaliste, Forain. On imagine aisément les inquiétudes qu'un tel comité de rédaction, s'appuyant sur les ressources financières de l'industrie textile roubaisienne a pu inspirer à l'Action française. Mais la véhémence de la réaction de Maurras et les pressions qui s'exercent portent si bien que le jour de la parution du nouveau quotidien, il ne reste sur la liste des collaborateurs du *Nouveau Siècle* qu'un seul nom connu du grand public, celui de Philippe Barrès. Finalement, de tous ces journalistes, l'équipe rédactionnelle ne comprendra que Georges Valois, Jacques Arthuys, Jacques Bonjon, venu de la Ligue des patriotes, et Philippe Barrès. La défaite, morale et politique, est grande. L'hostilité de l'Action française, et les difficultés inhérentes à l'idéologie fasciste, s'avèrent être décidément un obstacle difficile à surmonter.

Ainsi, et entre autres, l'Action française va accuser le Faisceau de s'être « allié » aux communistes. Cette accusation ne laisse pas indifférents certains milieux de commerçants et d'industriels. Elle contribue en tout cas à éloigner Eugène Mathon et à couper de ce fait le mouvement d'une importante source financière. Offusqué par l'offensive lancée par Valois en direction du monde ouvrier et appéuré par sa volonté de récupérer ceux des communistes et socialistes qui pourraient se laisser attirer par l'antilibéralisme fasciste, le patronat industriel du Nord retire son appui au Faisceau dès la fin du mois de novembre<sup>25</sup>.

En effet, le chef du mouvement ne perd pas une seule occasion de

25. F<sup>7</sup> 13208, rapports des 14 et 20 décembre 1925, et F<sup>7</sup> 13209, rapport du 3 décembre 1925. Le 10 février 1926, Valois fait état publiquement des pressions financières qui se sont exercées sur lui afin de l'obliger à changer de politique (F<sup>7</sup> 13210, rapport sur une réunion publique du Faisceau).

flétrir « l'Europe bourgeoise, pourrie de libéralisme », d'annoncer la mort de l'Etat libéral et de dire bien haut la déchéance des conservateurs. Selon Valois, le fascisme est « l'aboutissement d'un mouvement ouvrier » qui va « en ce qui concerne le prolétariat... jouer le rôle que le libéralisme et le parlementarisme ont joué pour la bourgeoisie »<sup>26</sup>. Tout cela n'était guère une perspective réjouissante pour Eugène Mathon et ses amis qui comprennent alors, et alors seulement, l'énormité de leur méprise. Croyant subventionner un groupement politique conservateur, une version plus mordante, plus efficace et plus moderne des ligues nationales, ils se retrouvent engagés dans un mouvement s'adressant « à vous surtout, camarades des usines et du bureau » et déclarant que « le fascisme veut que l'Etat soit le meilleur défenseur des classes ouvrières ». Et Valois n'hésite pas à affirmer que le fascisme « n'est pas attaché particulièrement à un système de production ». Finalement, l'« Appel aux travailleurs français » conclut : « les ouvriers français ont aujourd'hui à choisir entre le communisme et le fascisme qui sont les deux formes de la révolte et de la volonté de construction ouvrières »<sup>27</sup>. C'était plus que ne pouvait supporter le consortium roubaisien.

Dès lors commencent pour *Le Nouveau Siècle* une suite d'interminables difficultés financières qui rendront son existence toujours précaire. Quelques semaines après le retrait du soutien des lainiers du Nord, les attaques de Maurras et Daudet enregistrent un nouveau succès : François Coty, qui avait accordé à Valois une subvention d'un million pour lui permettre de lancer le quotidien, arrête brutalement son concours financier pour ne pas être accusé de participation à la polémique contre l'AF<sup>28</sup>. De ces départs successifs, Valois va essayer de tirer la leçon ; il va s'appliquer à n'attaquer ou blesser personne, hormis Maurras et Daudet, bien sûr.

Mais les difficultés financières ne sont pas les seules que traverse *Le Nouveau Siècle*. A louvoyer entre des clientèles totalement différentes, des intérêts opposés et des politiques contradictoires, Valois réussit à donner à son journal une allure terne que même ses lecteurs les plus indulgents, les légionnaires, ne manqueront pas de lui reprocher. Et ce, dès la seconde quinzaine de décembre<sup>29</sup>, c'est-à-dire à peine quelque 8 à 10 jours après la parution de son premier numéro quotidien. La vente s'en ressent immédiatement, le journal est un fiasco total.

26. « Le drame monétaire ou l'agonie de l'Etat libéral », *Cahiers des Etats Généraux*, 2<sup>e</sup> année, tome III, n° 18, 1<sup>er</sup> septembre 1925, *Le Fascisme*, pp. 47, 77 et 147.

27. « Appel aux travailleurs français », tract n° 8 publié par le Faisceau.

28. F<sup>7</sup> 13208, 14 janvier 1926 et F<sup>7</sup> 13210, 15 février 1926.

29. F<sup>7</sup> 13208, note de service, 20 décembre 1925.

## *Zeev Sternhell*

Devenu quotidien le 7 décembre, *Le Nouveau Siècle* enregistre au cours des 6 premiers jours un bouillon de 21 425 numéros sur les 36 000 mis en vente, d'où une vente réelle de 14 575 numéros seulement.

Le tableau ci-dessous donne le détail de ces chiffres.

<i>Dates</i>	<i>Exemplaires déposés chez les distributeurs</i>	<i>Exemplaires vendus</i>	<i>Invendus</i>
7 décembre .....	10 000	4 244	5 756
8   »   .....	7 000	2 069	4 931
9   »   .....	5 000	2 041	2 959
10   »   .....	5 000	2 031	2 969
11   »   .....	5 000	2 320	2 680
12   »   .....	4 000	1 870	2 130
Total .....	36 000	14 575	21 425

Une telle situation ne pouvait qu'entraîner un bilan financier désastreux. Durant cette même semaine, les recettes ne couvriront même pas 15 % des frais :

<i>Dates</i>	<i>Frais</i>	<i>Recettes fournies par la vente</i>
7 décembre .....	863,50 F	4 244 n°s vendus à 0,05 F 212,20 F
8   »   .....	880,60	2 069   »   103,45
9   »   .....	821,25	2 041   »   102,05
10   »   .....	780,25	2 031   »   101,55
11   »   .....	779,50	2 320   »   116,00
12   »   .....	778,00	1 870   »   93,50
Total .....	4 903,10	14 575 728,75 <sup>30</sup>

La vente baissera progressivement pour atteindre fin décembre, à Paris, un plancher de 800 exemplaires par jour.

En janvier 1926 et durant les mois qui suivent, la tendance est largement confirmée : la vente du journal diminue de jour en jour. Selon un bordereau de Hachette, le journal vend un maximum de 10 à 20 % des exemplaires déposés. Au bout d'un an, le 8 décembre 1926,

30. F<sup>7</sup> 13208, rapport du 14 décembre 1925 rédigé d'après des renseignements fournis par un indicateur.



après avoir dépensé 8 millions de francs, *Le Nouveau Siècle* revient au tirage hebdomadaire <sup>31</sup>.

Il convient de signaler que même lorsqu'il était un hebdomadaire, *Le Nouveau Siècle* n'avait guère enregistré de bien meilleurs résultats. En juillet 1925, une édition spéciale largement diffusée n'est vendue qu'à 1 570 exemplaires seulement. Cependant, le nombre des abonnés est alors de 4 700 <sup>32</sup>. Ce noyau de lecteurs assidus semble avoir disparu dès la parution du quotidien.

## LES STRUCTURES DU FAISCEAU

### Les finances du mouvement

Le financement du Faisceau est assuré par la Société française d'informations politiques, économiques et sociales, fondatrice du *Nouveau Siècle*. A la tête de la société se trouvent Franz Van den Broeck d'Obrenan et Serge André qui ont tous deux engagé leurs fortunes personnelles dans l'aventure. D'après certains renseignements, Serge André aurait versé la somme de 5 millions de francs au journal en novembre 1925, alors que Madame André mère met à sa disposition l'hôtel de la rue d'Aguesseau qui devient le siège du Faisceau. Il se pourrait également que le mouvement fasciste ait bénéficié de l'aide des Pneumatiques Dunlop (dont l'abondante publicité dans *Le Nouveau Siècle* est en dehors de toute proportion avec l'importance du journal), des Magasins du Printemps et du Dr. Graux de l'Urodonal. A un certain moment, il semble que les établissements Schneider aient manifesté de l'intérêt pour le Faisceau, ainsi qu'un certain M. Fougère, de l'« Expansion économique » dont l'éventuel appui financier est considéré rue d'Aguesseau comme extrêmement important. En octobre 1926, le Faisceau parvient à s'attacher les services de Jean Beurrier, banquier, homme d'affaires important, directeur et administrateur de l'Union syndicale financière, société présidée par Paul Kempf, président de la Chambre de commerce de Paris <sup>33</sup>.

31. F<sup>7</sup> 13208, rapports des 16, 21, 24 décembre 1925, janvier et 16 mars 1926 ; F<sup>7</sup> 13210, 29 janvier 1926.

32. F<sup>7</sup> 13208, 25 juillet 1925.

33. F<sup>7</sup> 13210, 23 octobre 1926. F<sup>7</sup> 13208, 19 septembre et 21 octobre 1925, 7 août 1926. F<sup>7</sup> 13208, 18 novembre, 7 décembre 1925 et F<sup>7</sup> 13210, 6 février et 12 avril 1926.

Au moment du lancement du *Nouveau Siècle*, il semble que Valois et son équipe disposent d'une somme de quelque 10 millions de francs<sup>34</sup>. Un peu plus tard, lorsque dans les milieux de la presse parisienne on parlera du « trésor du Faisceau », on l'estimera à une vingtaine de millions<sup>35</sup>. C'est là une situation qui serait relativement confortable, n'étaient l'incapacité du *Nouveau Siècle* à couvrir plus du sixième de ses frais de production, les grosses dépenses suscitées par les rassemblements de Verdun et de Reims, les frais de propagande en province et les services administratifs du groupement qui coûtent à eux seuls 100 000 francs par mois. Les deux grandes manifestations de masses ont coûté un minimum de 500 000 francs chacune. Toujours est-il que *Le Nouveau Siècle*, avant de redevenir hebdomadaire, avait englouti 80 % des sommes dont il disposait à la veille de son premier numéro quotidien<sup>36</sup>.

Les difficultés d'argent commencent à se faire durement sentir au Faisceau au mois de juin, alors que l'on signale dès le mois de mars des lenteurs, puis de grandes difficultés dans les rentrées de fonds<sup>37</sup>. Début juillet, le personnel de la rue d'Aguesseau ne touche pas encore ses appointements du mois de juin. Il est vrai que Valois, désirant donner l'exemple et mettre en pratique ses idées concernant la lutte contre l'inflation, paie ses employés en francs-or, ce qui augmente considérablement ses frais de fonctionnement. L'auteur de *L'Economie nouvelle* peut d'ailleurs être considéré comme le premier économiste moderne à avoir mis en pratique le système de l'indexation des salaires.

Le second semestre de 1926 est une période de lutte incessante contre l'asphyxie financière. L'état-major parisien ne pouvant plus subvenir aux besoins fondamentaux des organisations locales, l'effort de propagande s'en ressent immédiatement<sup>38</sup>. En octobre, une nouvelle et importante campagne est lancée, avec pour objet de réunir une somme de 10 millions. Le parfumeur Coty s'engage à souscrire pour une somme de 2 millions, mais il ne versera finalement que 600 000 francs, *Le Nouveau Siècle* ayant pris position contre les accords de Washington<sup>39</sup>. En même temps, alors que Valois entreprend de solliciter personnellement le grand patronat industriel, alors que Philippe Barrès et Jacques Arthuys sillonnent l'Alsace et la Lorraine, c'est un fabricant de chaussures juif, Mayer, qui met en place à Paris les structures nécessaires à

34. F7 13208, novembre 1925.

35. Voir divers échos à ce sujet dans des notes de service des renseignements généraux, dossiers F7 13208.

36. F7 13210, 2 juillet 1926 ; F7 13209, 27 novembre 1926.

37. F7 13210, 17 et 24 mars 1926.

38. F7 13210, 22 septembre 1926.

39. F7 13210, 22 novembre 1926.

une collecte de fonds plus efficace au sein des petites et moyennes entreprises <sup>40</sup>. Ce nouvel appel de fonds — l'émission de 10 millions — ne sera guère couronné de succès. En décembre la situation devient critique, les dirigeants font l'impossible pour tenir : Serge André, notamment, consent de très gros sacrifices qui le mènent pratiquement au bord de la ruine. Valois engage dans l'aventure sa librairie qui est son gagne-pain, et certains militants de province font face aux dépenses de leurs propres deniers. En janvier 1927, toute la direction souscrit des engagements allant de 5 000 francs pour l'ancien militant cégétiste Lusignac jusqu'à 100 000 pour Van den Broeck d'Obrenan <sup>41</sup>. En vain. Le Faisceau ne parviendra plus à refaire surface réellement. Quelques semaines plus tard, certains des souscripteurs les plus importants eux-mêmes auront abandonné la partie.

## **L'organisation**

Le Faisceau se divise en quatre sections :

1. Les légions ou faisceau des combattants, dans lesquelles entrent les combattants de la Grande Guerre ou des guerres coloniales qui l'ont suivie, ainsi que les Français de plus de 20 ans que leur jeune âge a empêché de faire la guerre. Les légions constituent la section politique du mouvement et sont organisées quasi militairement en compagnies (90 hommes), sections (30 hommes) et groupes (10 hommes). Chacune de ces formations, dirigée par un chef, englobe une rue ou un quartier d'une grande ville ou l'ensemble d'une localité.

Cette forme d'organisation doit répondre en principe aux besoins d'une organisation qui se veut révolutionnaire et doit par conséquent pouvoir organiser ses adhérents en équipes de combat. Les formations fascistes mettent l'accent sur la connaissance que doivent avoir leurs adhérents les uns des autres et obligent à une participation régulière aux activités. Les réunions sont en général hebdomadaires ou bi-mensuelles - mensuelles dans le cas de groupes faiblement structurés. Elles ont lieu dans un café de quartier ou au siège de l'organisation locale quand il s'agit, comme à Strasbourg ou à Bordeaux, de groupements puissants et bien organisés.

2. Les corporations ou faisceau de producteurs constituent l'apport original du mouvement. C'est à sa section corporative que le Faisceau

40. F<sup>7</sup> 13210, 29 octobre 1926 et note de service sans date mais de la même période.

41. F<sup>7</sup> 13210, 25 septembre, 31 octobre, 30 décembre 1926, 25 janvier 1927.

doit ses plus gros succès et l'essentiel de son attrait. L'objectif des corporations est de constituer le noyau de la future organisation économique et sociale du pays qui se veut en opposition totale tant de l'économie libérale que du syndicalisme de la lutte des classes.

Les deux autres sections, le faisceau des Jeunes et le faisceau civique, doivent encadrer les femmes et surtout les sympathisants — en fait, ceux qui ne veulent pas s'engager à fond. A ces quatre sections, il convient d'ajouter le faisceau universitaire présidé par le jeune avocat Philippe Lamour.

L'ensemble de l'organisation est coiffé par un directoire présidé par Georges Valois avec Jacques Arthuys, vice-président, André d'Humières, délégué général, Philippe Barrès, délégué à la propagande, et Serge André, administrateur. Au niveau local, l'unité de base est le département avec à sa tête un délégué départemental dépendant directement du délégué général du Faisceau à Paris. Dans d'autres cas, notamment dans les régions où le Faisceau est fortement implanté, il existe une délégation régionale. Aux côtés du directoire fonctionne, à partir du 30 avril 1926, un conseil national du Faisceau, aux attributions peu claires, mais dont l'existence est manifestement destinée à resserrer les liens entre l'état-major parisien et la province. Le conseil semble être composé d'une cinquantaine de délégués de province dont tous les chefs départementaux, et d'une centaine de militants de la région parisienne, y compris les présidents des diverses corporations <sup>42</sup>.

Il n'est pas sans intérêt de constater que les délibérations du conseil comme celles de toutes les autres instances du Faisceau se déroulent dans une atmosphère de totale franchise ; la liberté d'expression et de critique y est complète. Fort souvent, Georges Valois doit faire face à d'amers reproches ou à de violentes polémiques <sup>43</sup>. Il est clair que jamais le Faisceau n'est passé par une période de « fascisation » comparable à celle de la bolchévisation du Parti communiste. Il gardera jusqu'à la fin, malgré les apparences, certains des traits caractéristiques des partis politiques traditionnels français.

L'organisation corporative jouit au sein du Faisceau d'une relative indépendance. Mise sur pied et animée par le lieutenant de Valois, Pierre Dumas, ex-syndicaliste révolutionnaire et militant de la CGT, ancien de l'AF, ex-secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'habillement, elle compte quinze Unions en avril 1926. Pierre Dumas est assisté de Marcel Delagrangé, ancien maire communiste de Périgueux, portant le titre de conseiller technique délégué à

42. F<sup>7</sup> 13210, 27 septembre 1926 ; F<sup>7</sup> 12950, 21 mars 1926.

43. F<sup>7</sup> 13209, 30 avril 1926, F<sup>7</sup> 13210, 27 septembre 1926.

la propagande, et de Lusignac, lui aussi ancien communiste, qui remplit les fonctions de secrétaire général. Avec Georges Valois, président du mouvement corporatif comme de celui des légions, Dumas, Delagrangé et Lusignac constituent le bureau, lui-même émanation du comité central des corporations, composé des présidents et des bureaux de toutes les Unions corporatives <sup>44</sup>.

La terminologie choisie ne l'a pas été au hasard ; dans l'esprit de leurs animateurs, tous anciens communistes ou anciens cégétistes, il appartient aux corporations — dont l'organisation se veut le reflet de celle de la CGT — d'assurer une indépendance plus grande au mouvement corporatif. D'autre part, la présence de celui-ci étant en fait limitée à la région parisienne, on envisage alors de former des unions locales et régionales <sup>45</sup>. Ce dynamisme, ce développement rapide et ce surcroît d'ambition qui caractérisent les corporations ne sont pas faits pour plaire aux légions. En août 1926, il est clair qu'un conflit latent oppose les deux formations <sup>46</sup>. Ce qui poussera le mouvement corporatif à aspirer à une réelle indépendance. Il a pour cela une autre bonne raison : il jouit d'un encadrement de bien meilleure qualité que celui des légions. En même temps, rue d'Aguesseau, les rivalités de personnes et surtout l'incapacité du délégué général d'Humières sont à l'origine d'un assez grave malaise. Début octobre, une réorganisation des services intérieurs du Faisceau s'impose et Paul Biver, vice-président de la corporation de la métallurgie est adjoint à d'Humières pour remettre un peu d'ordre dans la maison <sup>47</sup>. Peu de temps après, André d'Humières et son équipe, jugés trop mous, trop portés sur les formes traditionnelles de la politique des partis, sont limogés.

## **Les effectifs**

Durant les premiers mois de son existence, la croissance du Faisceau est fulgurante. Le 11 décembre 1925, un mois après sa création officielle salle Wagram, en présence de 4 000 personnes, le mouvement compte déjà 5 000 membres. En décembre de la même année et en janvier 1926, les adhésions quotidiennes atteignent des chiffres plus qu'appréciables ;

44. F<sup>7</sup> 13209, 26 mai 1926 et F<sup>7</sup> 13210, 9 mars 1926. Le 30 novembre 1926 est constitué un conseil technique du Faisceau qui semble devoir remplacer le comité central, et au sein duquel il ne reste que 14 représentants des corporations (F<sup>7</sup> 13209, 30 novembre 1926).

45. F<sup>7</sup> 13209, 26 mai et 13 octobre 1926, F<sup>7</sup> 13210, 9 mars 1926.

46. F<sup>7</sup> 13210, 6 août 1926.

47. F<sup>7</sup> 13210, 2 et 5 octobre 1926.

certains jours on a vendu jusqu'à 140 cartes. Ceci fait qu'au début du mois de février, le Faisceau peut se prévaloir d'avoir dépassé les 10 000 membres. En avril, et à Paris seulement, ils sont 15 127 à avoir payé leur cotisation. Au même moment, Valois avance le chiffre — très vraisemblable — de 20 000 adhérents pour l'ensemble du territoire national<sup>48</sup>. Mais lorsqu'en septembre les dirigeants du mouvement annoncent le chiffre de 48 000 membres, force est de constater qu'ils embellissent beaucoup la réalité. Car le rythme des adhésions s'est beaucoup ralenti depuis le début du mois de juin ; il a même subi un arrêt presque total en été. En octobre, et pour quelques temps encore, de nouvelles inscriptions sont enregistrées, mais ce n'est pas la ruée : à peine 100 à 160 par semaine. Rue d'Aguesseau on en est alors à essayer de faire illusion. C'est ainsi qu'on décide de mettre en circulation les cartes de membre portant les numéros de série 60 000. L'artifice ne change pas les faits : le nombre des démissions est de très loin supérieur aux nouvelles adhésions. En novembre la situation devient inquiétante, en décembre, c'est le commencement de la fin.

Il est intéressant de relever que les renseignements généraux accordent au Faisceau, au mois de juin 1926, un total de 40 000 inscrits, répartis moitié-moitié entre les légions et les corporations<sup>49</sup>. Ce chiffre qui reprend à peu près celui fourni par la direction du mouvement au même moment, apparaît lui aussi très exagéré ; car attribuer aux corporations près de 20 000 inscrits est absolument erroné. Jamais, même au plus haut de sa poussée, la section corporative du Faisceau n'a compté plus de 9 000 membres. Et c'est là une estimation très optimiste. En effet, si l'on sait que les 15 corporations actives avaient chacune entre 150 et 350 membres au maximum, on arrive à un total qui ne peut dépasser 5 000 individus<sup>50</sup>.

Finalement, tous recoupements effectués, il s'avère qu'au mieux de sa forme, le Faisceau devait atteindre 25 000 adhérents. On se souvient que le mouvement se réclamait, en avril 1926, de quelque 15 000 adhérents pour la région parisienne<sup>51</sup> où, incontestablement, ses rangs sont beaucoup plus fournis que sur le reste du territoire, du fait que le mouvement corporatif — phénomène parisien — y est pratiquement inconnu. D'autre part, compte tenu de cette donnée indéniable, qui nous donne un ordre de proportions, et sur la foi d'informations rapportées par les rensei-

48. F7 13208, 12 décembre 1925, février 1926 ; F7 13210, 10 avril 1926 ; F7 13209, 13 avril 1926 ; 18 décembre 1925.

49. F7 13209, 24 septembre et 13 octobre 1926. F7 13208, 11 juin 1926 ; F7 13210, 31 octobre et 4 décembre 1926, F7 13209, 27 novembre 1926.

50. F7 13209, 13 octobre 1926 ; F7 13210, avril 1926.

51. F7 13209, 24 septembre 1926.

gnements généraux, il n'a été permis de recenser pour la province qu'un nombre de 6 000 adhérents, en comptant large. En ajoutant à ces deux chiffres celui des 500 étudiants du faisceau universitaire et en se donnant une marge de sécurité convenable de 2 à 3 000 individus, on voit bien qu'on est loin des 40 000 inscrits qui lui sont attribués en juin. Cependant, il est certain que ce chiffre atteste de l'importance qu'accordent au Faisceau les services du Ministère de l'intérieur. Et ceci à juste titre. Car sur la scène politique française des années vingt, un mouvement comptant 25 000 adhérents actifs représente une force non négligeable. Après tout, quatre mois seulement après sa fondation, le Faisceau compte déjà plus d'adhérents à Paris que l'Action française (13 500 ou 14 500 si l'on inclut les Camelots) et bien plus que la Ligue des patriotes (10 000). Comparé à l'effectif total des Jeunesses patriotes (65 000) ou à celui du Parti communiste, le nombre des adhérents du Faisceau ne fait pas du tout piètre figure<sup>52</sup>.

### **La géographie du Faisceau**

C'est en région parisienne, et surtout dans le département de la Seine, que le Faisceau a le plus recruté. Il est même raisonnable de penser que les deux tiers des effectifs viennent de ce seul département. En province, le bastion du mouvement est l'Est, naturellement. En Moselle seulement, on dénombre 3 000 inscrits, dont 800 à Metz. En Lorraine, le mouvement parvient à s'assurer le soutien d'un quotidien local très lu et très influent : *Le Lorrain*. En seconde position viennent les départements de l'Aisne et de la Meuse. A Soissons par exemple, les fascistes à posséder leur carte sont 800 ; ils sont 200 à Château-Thierry. On en retrouve aussi à Saint-Quentin et dans certaines autres localités. Dans la Meuse ils sont un millier, dont 500 à Saint-Mihiel et la région, 250 à Ligny-en-Barrois, le reste se répartissant entre Verdun, Commercy et Bar-le-Duc. La Moselle, l'Aisne et la Meuse sont incontestablement les départements où l'implantation du Faisceau est la plus forte. Ils sont suivis du Bas-Rhin et de la Marne. A Strasbourg on dénombre 200 adhérents plus un nombre indéterminé, mais non négligeable, réparti dans

52. F<sup>7</sup> 13209, 13 avril 1926. Sur les effectifs du PC et de la SFIO, Cf. Annie KRIEGER, « Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920-1939), Evolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, XVI, 1, 1966, p. 35 : en 1926, les effectifs du PC ne dépassent pas les 55 000 membres. Cependant, il convient de rappeler que si le Faisceau parvient rapidement à dépasser, dans la région parisienne, les effectifs de l'AF, il ne parviendra jamais à concurrencer l'influence de ses publications. *Le Nouveau Siècle* englobait des sommes énormes pour un nombre de lecteurs assez maigrichon, alors que l'AF compte 42 000 abonnés. (F<sup>7</sup> 13209, 13 avril 1926).

les autres localités, notamment à Selestat. Dans la Marne, Reims — autre haut-lieu, avec Verdun, du Faisceau — compte 300 inscrits. En Meurthe-et-Moselle aussi le mouvement est très actif, spécialement à Nancy. Mais on ne dispose d'aucun chiffre, même approximatif pour cette ville, on sait seulement qu'une dizaine de groupes y sont très entreprenants.

En dehors des départements de l'Est, le Faisceau réussit une petite percée en Côte-d'Or (200 adhérents) ainsi que dans le Nord. Mais c'est dans le Sud-Ouest, dans les régions de Bordeaux et de Toulouse, que le mouvement fait preuve de plus d'activité et de mordant. A Bordeaux, ce sont deux richissimes marchands de vins, les frères Johnson, qui s'attèlent à la tâche et font un très gros effort d'organisation. Il semble n'exister aucune donnée chiffrée pour Bordeaux, mais la vitalité et l'importance du mouvement girondin sont telles qu'il est raisonnable de penser que le nombre d'adhérents y est bien supérieur à celui que connaît Toulouse où l'on recense 200 inscrits, sans compter ceux du faisceau universitaire. D'autres essais d'implantation sont tentés, sans grands résultats, dans le Doubs, l'Yonne, la Loire-Inférieure et les Basses-Pyrénées. En automne 1926, des sections sont formées à Bourges, Cannes, Caen et Annemasse<sup>53</sup>.

On constate très souvent que le mouvement se développe en province au moment même où à Paris il entre déjà dans la période de stagnation : c'est là aussi que la désagrégation sera la plus lente. Moins attentive que la capitale à l'évolution de la situation politique, moins influencée par les modes qui passent, la province, plus lente à réagir, tend aussi à lâcher pied moins aisément.

## **La propagande**

*Le Nouveau Siècle* ne jouissant que d'une diffusion limitée, c'est sur l'éloquence de ses dirigeants que compte le Faisceau pour l'essentiel de sa propagande. Les grandes réunions sont un élément vital de son implantation, et ses dirigeants fournissent au cours de l'année 1926 un effort personnel considérable. Ils ne cessent de sillonner le pays, surtout l'Est, le Sud-Ouest et le Nord. Au début, ces réunions obtiennent de gros succès : l'auditoire est souvent fort important. De plus, elles ont pour résultat de donner un coup de fouet à l'organisation locale en y attirant de nouveaux adhérents et en l'obligeant à une activité plus intense.

53. Pour les effectifs, on consultera essentiellement le dossier F7 13210 : il serait fastidieux de citer les dates des dizaines de documents sur lesquels sont fondées nos évaluations.



## *Le Faisceau de Georges Valois*

Souvent, c'est à l'issue d'une réunion présidée par une importante personnalité venue de Paris, que le mouvement prend véritablement racine. En effet, presque toujours, la personnalité profitera de cette occasion pour désigner les délégués régionaux. Car, si les militants du Faisceau jouissent d'une relative liberté, si même, comme à Bordeaux, l'organisation mise sur pied est sophistiquée, c'est cette consécration du premier noyau de sympathisants de la part des dirigeants parisiens qui marque le vrai point de départ du mouvement dans telle ou telle localité.

Ces réunions ne manquent pas d'attirer du monde. En 1926, les auditoires sont de 4 000 personnes à Paris, 2 000 à Bordeaux, 1 500 à Lyon, 1 200 à Toulouse, à Nancy et à Rouen, 900 à Melun, 800 à Versailles, Soissons et Amiens, 700 à Metz et Angoulême. Ailleurs, les publics varient de quelques dizaines à quelques centaines de personnes<sup>54</sup>. Les orateurs sont pratiquement toujours les mêmes : Valois, Arthuys et Philippe Barrès. Philippe Lamour, futur gaulliste de gauche, et Marcel Bucard, le futur leader des Francistes, apparaissent beaucoup moins souvent. Il est certain que le Faisceau n'est pas riche en talents, et il ne possède guère de très grands orateurs. Il n'y a pas de commune mesure entre l'enthousiasme qu'est capable de déclencher un Pierre Taittinger et les résultats honnêtes sans plus, qu'obtiennent Valois ou Arthuys.

Il convient de souligner cependant que Valois a su développer un style politique nouveau en France : mises en scènes grandioses, décors fastueux, grandes cérémonies, parades « militaires ». C'est ainsi que le 21 février 1926, le Faisceau organise à Verdun son premier grand rassemblement. Le succès est indéniable : 4 à 5 000 personnes se massent derrière les légionnaires venus souvent de fort loin (Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille...). A la fin du meeting, 650 chemises bleues défilent en bon ordre<sup>55</sup>. Le succès obtenu à Verdun engage Valois à organiser le 27 juin un deuxième rassemblement, à Reims : 8 à 10 000 personnes y assistent. C'est un triomphe. Dès 8 heures du matin, les délégations fascistes sont arrivées par trains spéciaux. Sont venus aussi, pour la première fois, des membres de l'Association nationale des anciens combattants et des Jeunesses patriotes<sup>56</sup>. Mais dans l'après-midi, les fascistes se heurtent à une importante contre-manifestation communiste

54. C'est encore le dossier F<sup>7</sup> 13210 qui est le plus riche en renseignements dans ce domaine.

55. F<sup>7</sup> 13208, 13 novembre 1926, et F<sup>7</sup> 13210, 23 février 1926. La tenue de service comprend en principe un vêtement bleu ou foncé, avec chemise, col et cravate bleus, chapeau feutre gris à ruban noir, insigne et canne. L'insigne doit être porté constamment à la boutonnière, alors que l'uniforme est mis pour les réunions, les assemblées, les rassemblements.

56. F<sup>7</sup> 13210, 1<sup>er</sup> juillet 1926.

forte de 3 à 4 000 personnes. La SFIC avait en effet tenu réunion le même jour. A la sortie des deux meetings, les colonnes se rencontrent autour de la statue de Jeanne d'Arc, sur la place du parvis de la cathédrale. La collision est violente. La police est obligée de charger. Plus tard, des bagarres éclatent dans toute la ville. C'est uniquement grâce à l'important service de sécurité qui avait été mis en place que la journée se termine sur un bilan de 20 blessés seulement <sup>57</sup>.

Ce goût de l'apothéose rappelle bien sûr celui du Fascio italien. Ceci dit, c'est bien là le seul domaine où l'on peut reconnaître son influence sur le mouvement français. Car si Valois fait en septembre 1926 un séjour en Italie, si Philippe Lamour et quelques autres militants de moindre importance se déclarent « jaloux de la vitalité, de la prospérité de notre sœur latine », le Faisceau ne possède guère de contacts avec le fascisme transalpin <sup>58</sup>. Tous les efforts des renseignements généraux pour corroborer les accusations de collusion entre les deux fascismes, lancées par la gauche, sont restés vains. Il n'existe qu'une seule note de service de la préfecture de police, en date du 21 novembre 1925, où le duc de Camastra, vice-président du Fascio de Paris, est cité comme l'un des bailleurs de fonds du *Nouveau Siècle*. Les services du Ministère de l'intérieur ne semblent pas d'ailleurs prendre cette information au sérieux, ils pensent pour leur part que rien ne prouve que le gouvernement italien ait engagé des dépenses pour appuyer la propagande du mouvement français <sup>59</sup>.

Les RG n'attendent pas les accusations de la gauche ou de l'Action française pour surveiller les activités du Faisceau. Dès le début, les moindres faits et gestes de ses militants sont suivis, répertoriés, et un important réseau d'indicateurs est mis en place. Les précautions prises sont considérables. Aujourd'hui elles paraissent hors de proportion, compte tenu de ce que fut l'importance réelle du Faisceau ; il semble cependant qu'on en jugeait autrement alors. Ainsi, fin novembre 1925, le Ministère de l'intérieur demandera expressément au gouverneur mili-

57. Le rassemblement de Reims fait l'objet d'un volumineux dossier de la part de tous les services concernés : l'essentiel de la documentation est réuni sous la cote F<sup>7</sup> 13211.

58. F<sup>7</sup> 13210, 21, 24 et 27 septembre, 24 novembre 1926.

59. F<sup>7</sup> 13210, 15 février 1926. Il n'est pas non plus véritablement question d'Internationale fasciste. Certes, pendant son séjour en Italie, Georges Valois s'est entretenu avec le président des corporations fascistes, et sous-secrétaire d'Etat Rostoni, afin d'organiser une conférence internationale qui réunirait toutes les organisations économiques fascistes (F<sup>7</sup> 13210, 21 septembre 1926). Une telle conférence ne s'est jamais réunie. La seule et unique manifestation internationale organisée par Valois fut début novembre, une tentative de constitution de Bloc latin qui avait réuni les représentants des mouvements nationalistes de Belgique, d'Espagne, du Portugal et d'Italie, représentée par Marinetti (F<sup>7</sup> 13210, 3 et 15 novembre 1926).

taire de Paris de tripler les services de piquet dans le département de la Seine<sup>60</sup>.

Les bagarres de Reims avec les communistes sont l'exception plutôt que la règle. En effet, c'est surtout avec les Camelots que les fascistes s'accrochent alors. Le fascisme de Valois, il faut le souligner, n'est pas violent ; mais les attaques et les provocations des hommes de l'Action française sont si fréquentes qu'on décide rue d'Aguesseau de mettre sur pied un service d'ordre capable de faire face tant aux troupes de Maurras qu'à celles du Parti communiste<sup>61</sup>.

Afin d'exploiter le succès des deux grands rassemblements et pour répercuter sur la province les progrès effectués par l'organisation parisienne, le Faisceau déclenche, au printemps et en été 1926, une très importante campagne de propagande. Une attention spéciale est accordée aux anciens combattants (principalement les officiers et les sous-officiers), aux cadres des associations d'anciens combattants, aux maires et aux prêtres, mais aussi aux associations familiales et syndicales autres que la CGTU. Pour toucher tout ce monde, une impressionnante quantité de papier imprimé est déversée à partir de la rue d'Aguesseau. Le coût de l'opération lancée le lendemain du rassemblement de Reims est estimé à un million de francs pour une période relativement courte de 3 à 4 semaines. En dehors des affiches apposées dans toutes les communes de France et des tracts qui y sont répandus, des numéros spéciaux du *Nouveau Siècle* sont tirés à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires et les numéros invendus, distribués ou adressés à des sympathisants. Comme il est probable que Valois ait emporté avec lui le fichier des abonnés de *L'Action française* en quittant Maurras, on imagine que ce travail de recrutement a dû être singulièrement facilité<sup>62</sup>.

Parallèlement à la propagande écrite, un sérieux travail de formation est entrepris pour former des conférenciers compétents. Dès septembre, 90 militants perfectionnés à l'état-major parisien sont prêts à se mettre en campagne<sup>63</sup>. L'organisation locale de Bordeaux n'a pas attendu cette initiative des dirigeants parisiens pour créer sa propre école d'orateurs ainsi qu'un club sportif dont l'objectif évident est d'attirer des adhérents, notamment les jeunes ouvriers appartenant déjà aux patronages libres et aux diverses sociétés de gymnastique de banlieue<sup>64</sup>.

60. F7 13209, 23 novembre 1925.

61. F7 13210, 3 juillet 1926 et F7 13208, 3 et 9 juin 1926. C'est l'ex-communiste Bardy qui est chargé de l'organisation de ce service d'ordre en même temps que de celle d'une sorte de service de contre-espionnage destiné à défendre le mouvement contre la pénétration de la Sûreté générale.

62. F7 13210, 3 et 6 juillet 1926 ; F7 13209, 10 juillet 1926.

63. F7 13210, 27 septembre 1926.

64. F7 13210, 15 et 23 décembre 1926.

La campagne de propagande et de recrutement est préparée avec ardeur. La province, quant à elle, y met tout son souffle. Mais tout en organisant le troisième rassemblement qui devait se tenir à Meaux cette fois, on est conscient rue d'Aguesseau, du besoin d'approfondir la doctrine. Dès le mois de mai, Georges Valois a l'intention de fonder à côté du *Nouveau Siècle*, une revue hebdomadaire dont il veut confier la direction à un nouveau transfuge de l'Action française, René Johannet. Cette revue devait être au *Nouveau Siècle* ce qu'était *La Revue universelle* pour *L'Action française* : un organe de doctrine à la fois politique, économique et littéraire<sup>65</sup>. Fin 1926, il ne restera plus grand-chose de ces beaux projets : les difficultés financières et l'avènement du gouvernement Poincaré vont donner le coup de grâce au mouvement de Valois.

## LE FAISCEAU ET LE MONDE OUVRIER

En véritable mouvement fasciste pour qui le fascisme est une synthèse de nationalisme et de socialisme, le Faisceau cherche à mordre sur la classe ouvrière<sup>66</sup>. Cet effort vers le prolétariat est un effort continu,

65. F<sup>7</sup> 13210, 27 septembre et 13 mars 1926.

66. Le tract suivant (F<sup>7</sup> 13210) est caractéristique de l'effort de propagande fait dans ce sens :

### TU N'ES PAS COMMUNISTE

Non, mon camarade, tu n'es pas communiste. Réfléchis ; au fond tu n'es qu'un révolté, un dégoûté et il y a de quoi.

Le Communisme est l'affaire de quelques mauvais bergers, qui mènent au désastre moral, à la misère et à la dictature occulte des bas tripoteurs, les moutons qui les suivent.

On t'engage à la grande révolte pour t'interdire ensuite, comme en Russie, la moindre protestation. On t'engage à la grève générale, pour t'interdire ensuite, comme en Russie, la moindre grève partielle.

Ne sois pas la proie facile des politiciens communistes, qui sont des politiciens comme les autres, comme ceux de la sociale bourgeoise, du Cartel ou du Bloc dit national. Viens à ceux qui veulent balayer toute la clique politique et son parlementarisme impuissant. Viens au Faisceau.

Tu n'es pas communiste. Sonde bien ta droite conscience et ton cœur simple, assoiffé de justice. Tu as, avec l'amour de ton pays, l'inconsciente nostalgie du seul régime possible après tant de gâchis, du seul régime capable de couper l'appétit des profiteurs insolents d'après guerre et de te donner, à toi, ouvrier, producteur, combattant déçu, la part à laquelle tu as droit. Ce Régime, c'est la Dictature Nationale.

A l'exemple de Marcel Delagrangé et d'autres, calomniés et injuriés pour avoir vu trop clair dans le jeu de ceux qui te leurrent encore,

Viens au Faisceau

où tes vrais camarades te réservent un accueil fraternel

Chaque jour, lis

Le Nouveau Siècle

organe du Faisceau des Combattants et des Producteurs.

constant et d'un prix parfois lourd de conséquences. Dans le Nord, où le patronat industriel se dresse contre le fascisme, précisément en raison de cette orientation à gauche qu'affiche le mouvement, le Faisceau prend des allures quasi révolutionnaires. Son travail de recrutement y est dirigé presque exclusivement vers les ouvriers, non sans un certain succès, notamment auprès des cheminots. Ainsi, quelques groupes sont constitués dans le Nord et dans l'Est, par les deux spécialistes des questions ouvrières, Delagrangé et Bardy<sup>67</sup>. En mai 1926, les renseignements généraux estiment que les réunions du Faisceau en milieu ouvrier sont maintenant de plus en plus suivies et que la classe ouvrière ne semble pas s'en désintéresser autant qu'on pourrait le penser<sup>68</sup>. Cependant, il est certain que l'effort consenti est en dehors de toute proportion avec les résultats obtenus : les adhésions de communistes, en une période où la SFIC rejette un bon nombre de ses militants, sont finalement peu nombreuses ; c'est pourquoi chacune d'elles est considérée comme une grande victoire.

Les débuts pourtant s'annoncent bien. Le coup d'envoi de la campagne de recrutement — le débauchage de l'ancien maire communiste de Périgueux, Marcel Delagrangé — a tous les aspects du coup de maître. La conversion de Delagrangé qui apparaît comme un gros succès pour le mouvement sera d'ailleurs utilisée comme le thème d'une longue campagne de propagande. Dire que le communiste a été bien accueilli par tous les fascistes serait exagéré. Certains gros magnats du Faisceau n'ont pas caché leur désapprobation de voir arriver un homme qui ne manque pas de répéter son admiration pour les méthodes de Lénine, méthodes qu'il semble décidé à appliquer sitôt passé dans son nouveau parti. Ceci n'empêchera pas la nouvelle recrue d'aller vite en besogne et d'émerger, en avril 1926, comme le triomphateur de la première séance du conseil national du Faisceau. Lors de cette réunion, l'ancien cheminot auquel on accorde de grandes qualités d'organisateur, se voit en effet promu au rôle de futur Jouhaux du fascisme. C'est aussi à sa demande que le mouvement crée un comité de la région parisienne au sein duquel il est chargé de la propagande et du recrutement. Une somme d'un million de francs est mise à sa disposition<sup>69</sup>.

L'opération Delagrangé a pour but évident de profiter des difficultés du Parti communiste et de la situation un peu trouble que connaît la SFIO pour essayer d'écrémer les partis de gauche. La manœuvre est un échec. Tant pour des raisons objectives qu'à cause du personnage lui-même qui manque singulièrement d'étoffe. Très vite Delagrangé s'avère

67. F<sup>7</sup> 13209, 18 juillet 1926 ; F<sup>7</sup> 13210, 13, 21 et 31 octobre 1926.

68. F<sup>7</sup> 13209, 26 mai 1926.

69. F<sup>7</sup> 13210, 3, 9 et 24 mars, 8 et 30 avril 1926 ; F<sup>7</sup> 12950, 6 février 1926.

## *Zeev Sternhell*

un homme sans initiative qui préfère attendre les ordres plutôt que d'en donner. S'il participe à quelques réunions, c'est qu'elles ont été préparées pour lui. Valois l'a présenté comme un symbole, il s'installe dans cette image. De permanent communiste il est devenu permanent fasciste, à 2 000 francs par mois, loyer payé. Cela est pour le moins préférable à un éventuel retour au travail manuel <sup>70</sup>.

Avec Delagrange arrive Bardy, autre Périgourdin, communiste aussi. Les appointements de ce nouveau militant sont fixés à 1 500 F par mois. Ces deux transfuges seront suivis d'autres communistes, tels que Lauridan, ancien secrétaire de la CGTU dans le département du Nord, Gombault, ex-conseiller municipal de Genevilliers, Rauline, militant Bordelais, et quelques autres dont l'ancien secrétaire général du Syndicat des cheminots d'Abbeville. Tous ces hommes ne joueront dans le Faisceau qu'un rôle négligeable <sup>71</sup>.

Au même moment, le Faisceau s'enrichit d'une recrue d'une envergure autrement plus consistante que celles des transfuges communistes : Hubert Lagardelle <sup>72</sup>. Pourquoi l'ex-socialiste, qui a donné son adhésion à l'organisation locale de Toulouse, ville où il réside en cet été 1926, est-il resté inactif ? Pourquoi Valois qui n'a pu oublier le Lagardelle de sa jeunesse et qui aurait pu utiliser ce grand nom en même temps que celui de Delagrange — sinon à la place — avec plus de bonheur, n'en fit rien ? Il reste très difficile de donner des réponses satisfaisantes à ces questions. Certes, en 1926, Lagardelle, comme Gustave Hervé, ne représente plus grand-chose et son évolution n'a pas encore la signification qu'elle va acquérir une quinzaine d'années plus tard. Mais cela ne suffit pas à expliquer l'effacement de l'un ni le manque d'opportunisme de l'autre.

A mesure que s'accélère la course vers la fin, le coup de barre à gauche devient de plus en plus franc. Certains reprochent alors à Valois de « s'aboucher » avec des anciens du Bonnet Rouge, avec Charles Albert, avec des hommes de Caillaux, dont il prend la défense publiquement. Le chef du Faisceau est alors persuadé « qu'il n'y a rien à

70. F<sup>7</sup> 13210, 8 et 26 avril 1926, 4 mars 1926, 10 mai 1926, 26 mai 1926. F<sup>7</sup> 12950, 6 février 1926.

71. F<sup>7</sup> 13210 : 8 et 27 août ; 23 octobre, 26 avril 1926. F<sup>7</sup> 13209, 27 novembre, 7 juin 1926, 6 avril 1927.

72. F<sup>7</sup> 13212, 26 juillet 1926. Selon le rapport du commissaire spécial de Toulouse, répondant aux remerciements de Philippe Lamour, « M. Lagardelle se déclare satisfait d'avoir abandonné le parti socialiste et assure les dirigeants de son bienveillant concours pour le triomphe des idées fascistes ». Il convient également de signaler une note de service du 10 janvier 1927 (F<sup>7</sup> 13210) qui fait état de contacts qui auraient été établis entre le Faisceau et l'ex-secrétaire général du Parti communiste, Treint. Cette information n'a pas de suite et il ne semble pas qu'elle ait jamais dû être prise au sérieux.

attendre de la droite, qu'il n'y a rien à faire sans les producteurs<sup>73</sup> » ; le Faisceau, dit-il, « a l'intention d'aller seul à la bataille avec des nationalistes prolétariens<sup>74</sup> ». En septembre 1926 déjà, Valois faisait amplement usage du thème sorélien de l'élite ouvrière pour engager les militants locaux à faire un effort exceptionnel vers les ouvriers<sup>75</sup>.

### **La composition sociale du Faisceau**

Mais la percée tant attendue vers le monde ouvrier n'eut jamais lieu et le recrutement du premier mouvement fasciste français est resté désespérément bourgeois et petit-bourgeois. En effet, le Faisceau n'a jamais réussi à recruter qu'au sein des ligues déjà existantes, sans véritablement parvenir à élargir le cercle de l'audience traditionnelle de ces mouvements. Sa spécificité est suffisante pour attirer les éléments les plus ardents au sein des organisations qui occupent déjà le terrain, mais elle ne lui permet pas de mordre sur les milieux qui leur sont traditionnellement réfractaires.

La composition sociale du Faisceau correspond plus ou moins à celle de l'ensemble des ligues, avec toutefois une proportion plus forte d'ouvriers. Là encore les renseignements précis manquent, mais telle est l'impression qui se dégage des rapports de police. En juin 1926 par exemple, le « Groupe d'études et d'entraide des travailleurs Français » qui vient d'être créé au Havre, sera défini par le commissaire spécial local comme un nouvel organisme de propagande fasciste. Ce groupe compte alors 150 membres venus pour la plupart des divers groupements catholiques sociaux. En octobre de la même année on signalera que dans l'Est, Bardy vient de recruter 26 cheminots<sup>76</sup>.

Si le nombre d'éléments authentiquement prolétariens n'est pas élevé, on note, en revanche, un grand nombre de techniciens, d'ingénieurs, de comptables et d'autres cadres moyens. Les employés sont particulièrement nombreux. Les rapports de police font également état de l'adhésion d'un bon nombre d'industriels, cadres supérieurs et directeurs d'usines, ainsi que de nombreux officiers en retraite. Quant à la

73. F<sup>7</sup> 13210, 24 juin 1927 : discours de Valois au Club du Nouveau Siècle.

74. F<sup>7</sup> 13212, été 1926, discours de Valois à Toulouse.

75. F<sup>7</sup> 13210, 30 septembre 1926, discours à Strasbourg.

76. F<sup>7</sup> 13210, 24 juin, 18 juillet, 30 octobre 1926. Les cheminots sont traditionnellement considérés depuis le temps du syndicalisme jaune du début du siècle, comme l'élément le plus accessible à une certaine forme de radicalisme non marxiste. C'est vers eux, à l'instigation de Pierre Dumas, que se portent surtout les efforts du Faisceau (F<sup>7</sup> 13210, 26 septembre 1926).

vieille aristocratie de province, elle a généralement boudé le mouvement, ce qui n'est pas le cas des notables locaux. Les médecins, avocats, commerçants, entrepreneurs, conseillers municipaux et conseillers d'arrondissement sont bien représentés. Les conseillers municipaux et d'arrondissement ne sont pas ce qu'on pourrait appeler des militants enflammés, mais ils sont assez assidus aux réunions et s'associent à la poussée fasciste<sup>77</sup>. A Metz, où les catholiques sont une bonne proportion des adhérents, l'Action catholique lorraine, conduite par le chanoine Louis, député de la Moselle, et d'autres dignitaires de l'évêché, participe activement à la structuration du mouvement. Les prélats du Nord aussi adoptent une position favorable et laissent le Faisceau agir assez librement<sup>78</sup>. A Bordeaux, la grande bourgeoisie protestante mettra en place l'organisation locale la mieux structurée et la plus imaginative. Les adhérents bordelais sont essentiellement artisans ou petits employés ; les ouvriers, quant à eux, se sont organisés en une section à part<sup>79</sup>.

Il importe d'insister sur le fait que le Faisceau semble attirer surtout les hommes des secteurs d'activité relativement plus dynamiques : cadres techniques, professions libérales. Ces militants se retrouvent en général dans les corporations qui sont l'aspect le plus original du mouvement, ce qui a pour effet de donner au Faisceau un aspect mordant, efficace, moderne. Parmi les ouvriers, une même tendance se dessine : les militants fascistes identifiés appartiennent aux industries d'essor récent. Il s'agit le plus souvent de techniciens, d'électriciens, de mécaniciens, de garagistes.

L'examen des structures corporatives du Faisceau est essentiel à l'analyse de la composition socio-professionnelle du mouvement. En avril 1926, le faisceau des corporations est constitué de 15 unions corporatives qui totalisent ensemble entre 2 500 et 3 000 membres répartis comme suit<sup>80</sup> :

1. Ingénieurs	350 adhérents
2. Voyageurs et représentants de commerce	250 »
3. Mécanique et électricité (auto-aviation)	220 »
4. Transports	200 »
5. Assurances	150 »
6. Employés de commerce	150 »
7. Banque et Bourse	150 »
Total	1 470 »

77. F<sup>7</sup> 13209, 12 décembre 1925, 6 janvier et 6 février 1926, F<sup>7</sup> 13210, 14 mars 1926, F<sup>7</sup> 13208, 12 décembre 1925 et 6 février 1926, F<sup>7</sup> 13210, 20 novembre 1926.

78. F<sup>7</sup> 13209, 23 mars et 7 mai 1926.

79. F<sup>7</sup> 13210, 14 août 1926.

80. F<sup>7</sup> 13210, avril 1926, rapport spécial sur les corporations.



## *Le Faisceau de Georges Valois*

Huit autres organisations se partagent l'autre moitié des adhérents. Celles-ci sont considérées comme moins dynamiques et moins importantes, bien que le nombre global de leurs adhérents n'apparaît pas être inférieur à celui des corporations citées ci-dessus. Il s'agit des corporations suivantes :

8. Union nationale des artistes musiciens	des comptables
9. Union professionnelle des pharmaciens	12. Corporation du Bâtiment
10. Corporation du Livre	13. Professions juridiques
11. Union professionnelle	14. Union corporative des médecins
	15. Corporation de la Métallurgie

La corporation des ingénieurs est l'organisation la plus active, la plus vivante et la plus homogène. Elle est aussi la plus nombreuse. De plus, ce sont les ingénieurs qui encadrent en fait la corporation du Bâtiment et celle de la Mécanique et de l'Electricité. Il ne fait pas de doute que le Faisceau exerce par son style nouveau, par ses appels à l'efficacité et au savoir-faire, par son modernisme, un attrait certain sur des hommes que leur métier avait tout particulièrement préparés à respecter les compétences.

La nature et la quantité des sources disponibles ont permis de déterminer avec précision l'appartenance de quelque 300 militants du Faisceau<sup>81</sup>. Si le tableau ci-dessous ne peut être tenu pour représentatif de la population du mouvement dans le sens strict du terme, il n'en est pas moins éloquent :

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre</i>
Industriels .....	37
Directeurs de Compagnie .....	13
Propriétaires terriens .....	5
Commerçants .....	52
Professions libérales et divers cadres supérieurs	58
Cadres moyens, employés .....	61
Officiers en retraite .....	14
Artisans .....	23
Agriculteurs .....	5
Ouvriers .....	16
Total .....	284

81. Cette liste a pu être établie à partir de plusieurs dizaines de documents dispersés entre les divers dossiers classés sous les cotes F<sup>7</sup> 13208 à 13211.

Parmi les 12 délégués départementaux ou régionaux identifiés, on compte 4 industriels, 2 commerçants, 1 directeur de compagnie, 1 avocat, 1 garagiste, 1 représentant de commerce, 1 journaliste, et 1 expert maritime qui est aussi conseiller municipal.

Le Faisceau donc ne sut jamais, malgré les énormes efforts investis, mordre sur le milieu ouvrier, et sa composition socio-professionnelle le condamne à attendre la crise économique et l'inflation. Valois ne s'y trompe pas qui dit au conseil national du Faisceau : « Il n'y a pas de révolution qui ne repose sur une crise monétaire et financière »<sup>82</sup>. Il comprend immédiatement le danger que représente pour lui l'avènement du gouvernement Poincaré ; en octobre, il sait que l'élan de son organisation est brisé<sup>83</sup>. En effet, dès la formation du gouvernement d'union nationale, les organisations locales se mettent en sommeil, notamment dans l'Est. Toute tentative de Valois pour combattre la politique financière du nouveau gouvernement se heurte à l'hostilité de militants provinciaux qui envoient leur démission. A l'état-major même, Philippe Barrès, parisien jusqu'au bout des ongles mais qui se veut toujours l'homme des marches de l'Est, se fait porte-parole de ceux qui dénoncent toute tentative d'opposition au « prince lorrain », finalement revenu au pouvoir. Valois sait que sa politique manque de cohérence, mais il sait aussi que toute démarche claire et nette, quelle qu'elle soit, mènerait séance tenante à la débâcle. Il espère tenir assez longtemps pour voir la gauche revenir au pouvoir et, avec elle, la baisse du franc, l'inflation et le chômage<sup>84</sup>.

Ne pouvant plus faire de l'opposition à outrance, ayant échoué auprès des ouvriers et voulant durer, il cherche alors à transformer progressivement le mouvement en parti politique, « un grand parti d'ordre » dit-il en novembre aux cadres du Faisceau<sup>85</sup>. Certes, le Faisceau n'avait jamais sérieusement songé à un coup de force, mais il l'avait inscrit à son programme. Il préconisait également la dictature<sup>86</sup>. Bien sûr, tout cela était constamment remis à un avenir indéterminé. Mais la raison d'être du mouvement voulait que l'on y soit fidèle. Aussi lorsque Valois décide de soutenir au congrès du Faisceau — un Faisceau squelet-

82. F7 13209, 18 juillet 1926.

83. F7 13210, 28 octobre 1926.

84. F7 13210, 6, 15 et 24 novembre, 27 décembre 1926, 22 janvier et 22 février 1927.

85. F7 13212, 22 novembre 1926.

86. F7 13210, 9 mai, 19 janvier, 1<sup>er</sup> avril 1926. Le nom du dictateur éventuel n'est jamais prononcé en public, mais parmi les cadres du Faisceau, c'est le nom du général Weygand qui revient le plus souvent. En même temps, on entretient au mouvement le souvenir du général Mangin qui eût été l'homme fort idéal. En attendant, le devoir des fascistes consiste à préparer le terrain pour que le sauveur puisse surgir le moment venu.

tique qui a déjà perdu les 3/4 de ses adhérents — que « pour arriver au pouvoir, il n'y a qu'un moyen : faire de la politique »<sup>87</sup>, il se heurte au dernier carré de ses militants. Le chef du Faisceau aura beau argumenter devant ses censeurs que ce n'est jamais là qu'imiter le Parti communiste qui, lui aussi, se veut révolutionnaire et antiparlementaire<sup>88</sup>, cela n'y changera rien. Il est évident que les fascistes de la dernière heure sont précisément ceux qui sont venus au Faisceau parce qu'il n'était pas un parti comme les autres et parce qu'ils espéraient y trouver l'activisme qui n'existait plus ni à l'Action française ni dans les autres ligues nationales. Eux qui se considèrent et se déclarent révolutionnaires, ils se refusent à l'idée de s'engager dans la voie de la politique traditionnelle<sup>89</sup>. Voilà maintenant que l'aspect révolutionnaire pour la présence duquel le fondateur du Faisceau a tant bataillé — et coûté tant d'argent à pas mal de bailleurs de fonds — est invoqué et utilisé contre lui-même. Ne pouvant ni faire la révolution ni durer, il ne reste plus au Faisceau qu'à disparaître.

La désagrégation du mouvement commence dès la fin de 1926. En février 1927, s'en vont les millionnaires Franz Van den Broeck d'Obrenan et Serge André. Ils sont les premiers parmi les hommes de l'état-major. Pour eux, après l'opération de sauvetage du franc, le Faisceau est condamné. De plus, ils estiment qu'après les énormes sacrifices consentis pour rien, ils ne peuvent se permettre de financer indéfiniment une organisation politique destinée à ne jamais aboutir. Les hommes d'argent ne sont pas les seuls à se retirer : en même temps partent Barral et Pierre Dumas, vice-président des Corporations. Déjà en décembre 1926, ceux-ci avaient été précédés par le délégué général d'Humières, Lapérouse, le Dr. Thierry de Martel, président de la corporation des médecins, fils de la célèbre femme de lettres nationaliste Gyp, et le bijoutier Brunet qui venait, quelque temps auparavant, de consentir d'importants sacrifices pour le mouvement. Au cours de cette même période on ne voit plus guère Philippe Lamour qui sera finalement exclu en mars 1928. En août 1927, Pierre Darras, le président de la corporation du Bâtiment, qui avait essayé de lancer un syndicalisme « jaune »<sup>90</sup>, démissionnera à son tour. Le Faisceau aura alors perdu la presque totalité de ses effectifs<sup>91</sup> et Georges Valois aura disparu de l'échiquier politique. La

87. F<sup>7</sup> 13212, 26 février 1928.

88. *Ibid.*

89. *Ibid.*

90. F<sup>7</sup> 13210, 16 février, 25 avril 1927, 27 novembre, 1<sup>er</sup> décembre 1926, 3 août 1927.

91. F<sup>7</sup> 13208, 1<sup>er</sup> novembre 1926. Dès ce moment on craint au Faisceau que la grande majorité des adhérents ne fasse pas renouveler leurs cartes pour 1927.

presse de gauche, comme celle de droite, semble s'être complètement désintéressée du destin du fascisme français et de son chef.

C'est donc une raison purement conjoncturelle — le redressement de la situation financière du pays — qui précipite la chute du Faisceau. Certes, le manque de consistance idéologique, ajouté aux hésitations tactiques, les attaques de toutes les droites coalisées, la personnalité de Georges Valois, ont leur part de responsabilité dans la brièveté de la vie du Faisceau. Le fondateur du mouvement manque en effet de ces qualités de chef indispensables à la réussite d'une entreprise dont on a quelquefois l'impression qu'elle le dépasse. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a jamais réussi à s'imposer aux autres formations à idéologie autoritaire et de recrutement semblable. Et le Faisceau a contre lui d'avoir voulu s'implanter à un moment où la France est en train de réussir, péniblement mais sûrement, à sortir de la crise monétaire et financière. En fait, l'inflation et le chômage, ou la peur de la révolution — autre élément de cette alternative qui a généralement favorisé l'éclosion et le succès des autres partis fascistes en Europe — ont fait défaut au mouvement de Valois. Tout comme ils feront défaut aux mouvements fascistes qui viendront après lui. Georges Valois avait cru pouvoir réussir là où le général Boulanger et son état-major radical avaient échoué : faire financer par la droite un mouvement politique au recrutement essentiellement non prolétarien mais à idéologie révolutionnaire. Les structures de la société française ne le permettent pas : la droite y est suffisamment puissante pour assurer elle-même sa sécurité.

Dans toute l'Europe on constate le même phénomène : le fascisme obtient ses succès les plus éclatants là où la droite est trop faible pour préserver elle-même ses positions. C'est pourquoi en période de crise aiguë, elle s'en remet au nouveau mouvement révolutionnaire, seul capable — pense-t-elle — de barrer la route au communisme. Tout en ne lui accordant d'ailleurs qu'une confiance médiocre. Par contre, là où elle se sent bien armée, là où, comme en France, ses positions sont suffisamment confortables et ses assises sociales solides, la droite fait tout pour que l'aventure fasciste ne prenne pas des proportions démesurées. Elle s'applique avant tout à multiplier elle-même ses troupes et à dépenser elle-même son argent. Ce n'est pas la puissance de la droite, mais au contraire sa relative faiblesse, ses craintes et ses accès de panique, qui constituent une des conditions essentielles des succès fascistes. Tel n'est pas le cas de la France : électoralement, aussi bien que sociologiquement, la droite forme une puissance que le fascisme ne parvient

jamais à ébranler. La crise des années vingt peut être ainsi résorbée dans le cadre même du système existant : la solidité de toutes les droites est telle que nul besoin n'est de recourir à des solutions extra-parlementaires.

#### NOTE SUR LES SOURCES

Cette étude est essentiellement fondée sur l'exploitation des rapports de police et des renseignements généraux, recueillis dans les dossiers de la série F7 des Archives nationales. Les archives du Faisceau ayant disparu à un moment inconnu, les dossiers du Ministère de l'intérieur restent l'unique source à partir de laquelle il soit possible de reconstituer tant les mécanismes que la sociologie du premier mouvement fasciste français. Ces documents cependant, doivent être examinés avec prudence car les renseignements qu'ils fournissent peuvent être de valeur inégale. Ainsi, il faut faire une distinction entre les rapports établis par les petits indicateurs qui recueillent leurs renseignements au hasard de leurs activités dans les salles de rédaction, les cafés et les antichambres, et ceux rédigés par les agents ayant accès aux échelons supérieurs des organismes du mouvement. Les rapports des commissaires spéciaux constituent une troisième source d'informations qui s'avère en général, elle aussi, de bonne qualité. Connaissant bien le terrain, les hommes et les organisations qu'ils sont chargés de surveiller, ces fonctionnaires font parvenir des comptes rendus qui témoignent souvent d'une assez bonne intelligence politique. Il est rare qu'un commissaire spécial ne sache pas faire la différence entre un militant et un simple sympathisant ; il voit et comprend la signification des efforts de recrutement dans tel ou tel milieu social ; il s'applique à dresser la liste de militants ainsi que de toutes les personnalités qui, dans sa localité ou son quartier, s'intéressent aux activités du Faisceau et/ou participent à ses réunions. Certains poussent la conscience professionnelle jusqu'à consigner — déjà ! — les numéros d'immatriculation des voitures qui appartiennent aux militants ou qui, tout simplement, stationnent devant le siège au moment où s'y tient une réunion.

Les dossiers du Ministère de l'intérieur contiennent encore une énorme quantité d'informations « neutres » qui permettent de recréer assez fidèlement le milieu fasciste. Listes des personnes arrêtées (au cours d'une manifestation, par exemple), listes de militants, carnets d'adresses trouvés sur des militants, fiches d'état-civil et notices biographiques relativement complètes sur certains d'entre eux, puisqu'elles ne négligent même pas les détails de leur vie intime.

Malgré tout, ces renseignements doivent être manipulés avec précaution. En effet, on s'aperçoit quelquefois qu'une information, considérée comme peu crédible par l'indicateur qui en est la source, est

## *Zeev Sternhell*

devenue, chemin faisant — de rapport en rapport de synthèse, et jusqu'à la table du directeur des RG — un renseignement vérifié, une information indiscutable. Or, de l'état de doute à celui de certitude, l'information n'a subi que la seule magie des retranscriptions successives. Il convient enfin de faire la part du hasard qui a mis le ou les informateurs en présence de tel événement ou lui a permis de recueillir tel renseignement mais l'a laissé en totale méconnaissance de tel autre événement ou de telle autre information. En matière de recherche de la nature de celle qui nous intéresse, la documentation à laquelle le chercheur a accès est forcément partielle et limitée. On ne saurait donc lui accorder une fiabilité absolue.

Mais une lecture rigoureuse de cette documentation existante, une bonne connaissance des hommes — en l'occurrence les dirigeants du Faisceau — et de leurs écrits, et une certaine familiarité avec les méthodes de travail des renseignements généraux d'alors permettent en fin de compte de reconstituer d'une façon relativement satisfaisante, et sans doute assez proche de la réalité, les structures du fascisme français des années vingt.